

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203811]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement, de loyer et d'installation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, l'article 14, modifié en dernier lieu par le décret du 28 septembre 2023;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement, de loyer et d'installation;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2024;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 16 mai 2024;

Vu le rapport du 7 mars 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trent jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 17 mai 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.519/4;

Vu la décision de la section de législation du 23 mai 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 validant la réactualisation du Plan Habitat Permanent, et la nouvelle convention de partenariat portant sur la période 2022-2025 et la décision du 21 avril 2022 validant l'adhésion à cette convention par les communes;

Sur la proposition de la Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement, de loyer et d'installation, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, les mots « en état de précarité » sont à chaque fois remplacés par « de catégorie 1 ».

Art. 2. A l'article 4, § 4, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° le demandeur ou le membre du ménage propriétaire de l'habitation quittée cède gratuitement ce droit de propriété à la commune sur laquelle est implantée l'équipement touristique visé à l'article 2, § 3, à des fins de démolition, ou autorise, par écrit, la démolition de cette habitation par la commune susmentionnée; »;

b) au 5°, les mots « à revenus moyens » sont remplacés par « de catégorie 3 »;

c) l'alinéa est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° pour les équipements situés en phase 1, la demande d'aide est introduite avant le 1^{er} janvier 2028. »;

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, la démolition peut également intervenir par décision du bourgmestre en application des articles 133 et 135 de la loi communale.

Art. 3. À l'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Pour les demandeurs quittant une habitation située dans un équipement repris en Phase 1, l'allocation visée à l'article 2, § 3, s'élève à € 10.000 si au moins un membre du ménage est propriétaire de l'habitation quittée. Elle est doublée lorsque l'habitation quittée n'est pas une caravane et a une superficie occupable de plus de 35 m² à l'exclusion des remises, buanderies, débarras et annexes diverses.

Elle s'élève à € 1.240 si aucun membre du ménage n'est pas propriétaire de l'habitation quittée.

Elle est majorée de € 250 par enfant à charge.

Cette allocation n'est octroyée qu'une seule fois par ménage.

Concernant l'alinéa 1^{er} :

1° lorsque le demandeur ou aucun membre de son ménage n'est pas propriétaire de la parcelle sur laquelle se trouve l'habitation quittée :

- le demandeur ou un membre de son ménage est propriétaire et occupe l'habitation quittée depuis un an;
- le propriétaire de tout ou partie de l'équipement dans lequel se trouve l'habitation quittée a signé préalablement avec la commune une convention relative à la maîtrise des entrées;

2° lorsque le demandeur ou un membre de son ménage est propriétaire de la parcelle sur laquelle se trouve l'habitation quittée :

- le demandeur ou un membre de son ménage est propriétaire et occupe l'habitation quittée depuis un an;
- le demandeur cède la parcelle à la commune;
- il détient en pleine propriété ou en usufruit uniquement la parcelle sur laquelle se trouvait l'habitation occupée et ne devient pas propriétaire ou usufruitier d'une parcelle dans les dix ans suivant la notification d'octroi de l'aide. »;

b) un paragraphe 4 est ajouté et rédigé comme suit :

« § 4. Pour les demandeurs quittant une habitation située dans un équipement repris en Phase 2, l'allocation visée à l'article 2, § 3, s'élève à € 5.000 si au moins un membre du ménage est propriétaire de l'habitation quittée.

Elle s'élève à € 1.240 si aucun membre du ménage n'est propriétaire de l'habitation quittée.

Elle est majorée de € 250 par enfant à charge.

Cette allocation n'est octroyée qu'une seule fois par ménage.

Concernant l'alinéa 1^{er}, si le demandeur ou un membre de son ménage est également propriétaire de la parcelle sur laquelle se trouvait l'habitation occupée :

1° il prend les engagements suivants relatifs à la parcelle quittée :

- soit maintenir la parcelle vierge de toute habitation;
- soit affecter la parcelle uniquement à une fonction touristique;
- soit, en cas de vente de la parcelle, proposer préférentiellement la parcelle au rachat par la commune.

2° il détient en pleine propriété ou en usufruit uniquement la parcelle sur laquelle se trouvait l'habitation occupée et ne devient pas propriétaire ou usufruitier d'une parcelle dans les dix ans suivant la notification d'octroi de l'aide »;

c) un paragraphe 5 est ajouté et rédigé comme suit :

« § 5. Les conditions visées aux § 3 et § 4 sont cumulatives avec celles visées à l'article 4, § 4. ».

Art. 4. Dans l'article 7bis, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2003 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour être considérée comme complète, la demande d'allocation comporte en sus du formulaire complété :

1 l'identification précise du nouveau logement occupé accompagnée de la preuve de son occupation par acte de propriété, contrat de bail, quittances de loyer ou convention d'hébergement;

2 la preuve qu'une demande d'enquête de salubrité a été sollicitée auprès des autorités compétentes en la matière;

3 la preuve qu'une demande de confirmation de superficie de l'habitation quittée a été sollicitée auprès des autorités compétentes en la matière, si la demande porte sur une allocation de 10.000 euros doublée. »;

b) au paragraphe 3, les mots « deux mois » sont remplacés par « trois mois ».

Art. 5. L'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o en totalité en cas de réinstallation du bénéficiaire de l'aide prévue à l'article 5, § 3 et 4, dans une habitation située dans une zone au plan de secteur non destinée à l'habitation de résidence principale. ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Art. 7. Le ministre qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203811]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelagen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 14, het laatst gewijzigd bij het decreet van 28 september 2023;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelagen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 25 april 2024;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 16 mei 2024;

Gelet op het rapport van 7 maart 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 17 mei 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.519/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 23 mei 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 23 december 2021 tot validering van de aanpassing van het "Plan Habitat Permanent" (plan permanente bewoning) en de nieuwe partnerschapsovereenkomst voor de periode 2022-2025 en de beslissing van 21 april 2022 tot validering van de toetreding van de gemeenten tot deze overeenkomst;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelagen, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014 worden de woorden "in (een) preciaire toestand" vervangen door de woorden "van categorie 1".

Art. 2. In artikel 4, § 4, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt vervangen door wat volgt:

"3° de aanvrager of het gezinslid dat eigenaar is van de ontruimde woonplaats staat dit eigendomsrecht kosteloos af aan de gemeente waarin de in artikel 2, § 3, bedoelde toeristische voorziening gevestigd is, met het oog op de sloop ervan, of staat de sloop van deze woonplaats door genoemde gemeente schriftelijk toe.;"

b) in 5° worden de woorden "met een gemiddeld inkomen" vervangen door de woorden "van categorie 3";

c) het lid wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

"6° voor uitrustingen die in fase 1 opgenomen zijn, wordt de steunaanvraag ingediend voor 1 januari 2028.;"

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Met betrekking tot het eerste lid, 3°, kan de sloop ook plaatsvinden door beslissing van de burgemeester overeenkomstig de artikelen 133 en 135 van de gemeentewet.

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 3. Voor aanvragers die een woonplaats verlaten, gelegen in een uitrusting opgenomen in fase 1, bedraagt de in artikel 2, § 3, bedoelde toelage € 10.000 indien ten minste één gezinslid eigenaar is van de ontruimde woonplaats. Ze wordt verdubbeld als de ontruimde woonplaats geen caravan is en met een bewoonbare oppervlakte van meer dan 35 m², met uitzondering van de bergplaatsen, de washokken, de berghokken en de verschillende bijgebouwen.

Ze bedraagt € 1.240 indien geen gezinslid eigenaar is van de ontruimde woonplaats.

Ze wordt verhoogd met € 250 per kind ten laste.

Die toelage wordt enkel één keer per gezin verleend.

Met betrekking tot het eerste lid 1:

1° wanneer de aanvrager of geen lid van zijn gezin eigenaar is van het perceel waarop de ontruimde woonplaats is gelegen:

- de aanvrager of een lid van zijn gezin is eigenaar en betreft de ontruimde woonplaats sinds één jaar;

- de eigenaar van de uitrusting of een gedeelte ervan, waarin de ontruimde woonplaats is gelegen, heeft eerder een overeenkomst met de gemeente getekend betreffende de controle op de ingangen;

2° wanneer de aanvrager of een lid van zijn gezin eigenaar is van het perceel waarop de ontruimde woonplaats is gelegen:

- de aanvrager of een lid van zijn gezin is eigenaar en betreft de ontruimde woonplaats sinds één jaar;

- de aanvrager staat het perceel af aan de gemeente;

- hij/zij heeft in volle eigendom of in vruchtgebruiker enkel het perceel waarop de ontruimde woonplaats werd gelegen en wordt geen eigenaar of vruchtgebruiker van een perceel binnen tien jaar na de kennisgeving betreffende de toekenning van steun.;"

b) er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt:

" § 4. Voor aanvragers die een woonplaats verlaten, gelegen in een uitrusting opgenomen in Fase 2, bedraagt de in artikel 2, § 3, bedoelde toelage 5.000 € indien ten minste één gezinslid eigenaar is van de ontruimde woonplaats.

Ze bedraagt € 1.240 als geen enkel gezinslid eigenaar is van de ontruimde woning.

Ze wordt verhoogd met € 250 per kind ten laste.

Die toelage wordt enkel één keer per gezin verleend.

Met betrekking tot het eerste lid, indien de aanvrager of een lid van zijn gezin ook eigenaar is van het perceel waarop de ontruimde woonplaats werd gelegen:

1° hij/zij neemt op zich de volgende verbintenissen met betrekking tot het ontruimde perceel:

- ofwel het perceel vrij te houden van elke woonplaats;

- ofwel het perceel uitsluitend te bestemmen voor toerisme;

- ofwel, als het perceel wordt verkocht, de wederaankoop van het perceel bij voorkeur voor te stellen aan de gemeente.

- hij/zij heeft in volle eigendom of in vruchtgebruiker enkel het perceel waarop de ontruimde woonplaats werd gelegen en wordt geen eigenaar of vruchtgebruiker van een perceel binnen tien jaar na de kennisgeving betreffende de toekenning van steun.;"

c) er wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt:

" § 5. De voorwaarden bedoeld in § 3 en § 4 zijn cumulatief met de voorwaarden bedoeld in artikel 4, § 4."

Art. 4. In artikel 7bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2003 en vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

" § 2. Om als volledig te worden beschouwd, moet de aanvraag om toelage naast het ingevulde formulier de volgende elementen bevatten:

1 de precieze identificatie van de nieuwe betrokken woning samen met het bewijs van de betrekking d.m.v. een eigendomsakte, huurovereenkomst, huurkwaanties of woonovereenkomst;

2 het bewijs dat er bij de bevoegde overheid een gezondheidsonderzoek werd aangevraagd;

3 het bewijs dat een bevestiging van de oppervlakte van de ontruimde woning werd aangevraagd bij de bevoegde overheid als de aanvraag betrekking heeft op een verdubbeld toelage van 10.000 euro.";

b) in paragraaf 3 worden de woorden "twee maanden" vervangen door de woorden "drie maanden";

Art. 5. Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt:

"3° in geval van hervestiging van de begunstigde van de steun, bedoeld in artikel 5, § 3 en 4, in een woonplaats gelegen in een gebied in het gewestplan die niet bestemd is als hoofdverblijfplaats."

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025.

Art. 7. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203813]

**6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'avances
par la Société wallonne du Logement aux sociétés de logement de service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 54 à 59ter, les articles 69 à 78ter, les articles 88, 95, 96 et 135;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la démolition d'un bâtiment non améliorable;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions et modalités d'octroi d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les biens immobiliers qu'elles prennent en gestion ou en location;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2021 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la construction d'un ou plusieurs logements d'utilité publique à destination des étudiants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2021 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'utilité publique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi d'une aide aux sociétés de logement de service public et aux personnes morales en vue de l'acquisition d'habitations légères;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de l'équipement d'ensembles de logements ou d'habitations légères;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2004 portant approbation du règlement des avances de la Société wallonne du logement;

Vu la proposition de la Société wallonne du Logement du 26 octobre 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 février 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 17 mai 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.517/4;

Vu la décision de la section de législation du 23 mai 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;